SRL SWISS

Bulletin des droits humains

Suivi hebdomadaire des droits humains et de l’état de droit

17–23 novembre 2026

Numéro 8 • Genève
Date de clôture des données : 23 novembre 2026



Événement actuel : secours dans l’immeuble frappé à Dymer. 22.11.2026. DSNS Kyiv / MVS Ukraine. CC BY 4.0 • Source de l’image

UKRAINE

Frappe sur un immeuble à Dymer : survivre sous les décombres

• Un immeuble de cinq étages a été frappé le 22 novembre ; le bilan annoncé atteignait onze morts le lendemain matin. [1, 2]

• Un enfant de sept ans et une femme de 79 ans ont été secourus vivants. [4]

• La protection des civils, la sécurité des secouristes et une enquête indépendante sont urgentes.

Ce numéro examine les attaques contre des civils, les enlèvements d’enfants, les déplacements forcés, les décès en détention et les risques d’exécution imminente. Il couvre l’Afrique, les Amériques, l’Asie, l’Europe et le Moyen-Orient, ainsi que la justice, le droit au séjour et la vie privée numérique.

Sommaire : À la une 2 • Civils et hébergement 3 • Vie et protection des enfants 4 • Accès à la justice et aux droits 5 • Liberté et vie privée 6 • Note d’information 7 • Sources 7–9

À LA UNE

UKRAINE

Un drone frappe un immeuble : onze morts, les secours se poursuivent

Événement : 22 novembre 2026 • Dernière mise à jour retenue : 23 novembre, 12 h 39 (heure ukrainienne)

Un drone a frappé un immeuble résidentiel de cinq étages à Dymer, dans la région de Kyiv, tôt le 22 novembre. Les autorités ukrainiennes ont attribué l'attaque à la Russie. Citant l'administration régionale, Ukrainska Pravda faisait état le 23 novembre à 12 h 39 de onze morts, dont un enfant de onze ans, et de sept blessés, dont deux enfants. Suspilne et The Kyiv Independent avaient également annoncé onze morts ce matin-là. Ce bilan peut évoluer avec les recherches. [1, 2, 4]

Le ministère de l'Intérieur situe l'attaque vers 5 heures dans son communiqué du 22 novembre et décrit les opérations dans la partie effondrée. Un enfant de sept ans et une femme de 79 ans ont été extraits vivants et confiés aux équipes médicales. Les entretiens de Suspilne avec des habitants évoquent des familles sans nouvelles de proches disparus et un besoin urgent d'hébergement temporaire. [2, 3, 4]

De nouvelles alertes aériennes ont interrompu le déblaiement des lourds éléments de structure, menaçant les chances de survie des personnes ensevelies et la sécurité des secouristes. Aucune réponse officielle russe concernant cet immeuble précis n'a été trouvée dans les sources consultées. Le choix de la cible, l'arme utilisée et l'ordre d'attaque doivent faire l'objet d'un examen indépendant. [1, 2, 3]

Droits : Les civils et les biens civils ne doivent pas être directement visés. Le principe de distinction du droit humanitaire encadre le choix des cibles et les décisions d'attaque. La destruction de logements, les décès et les conditions des secours soulèvent de graves enjeux de protection. La responsabilité pénale individuelle exige des preuves supplémentaires et une appréciation judiciaire. [H1, H2]

Suivi : le prochain numéro examinera le bilan confirmé, les disparitions, l'enquête sur l'attaque et l'accès à un hébergement sûr pour les habitants privés de logement.

Sources : [1] The Kyiv Independent (23.11.2026) • [2] Suspilne (22–23.11.2026) • [3] Ukraine MVS (22.11.2026) • [4] Ukrainska Pravda (23.11.2026)

CIVILS ET HÉBERGEMENT SÛR

SOUDAN | Quatre morts signalés lors de frappes de drones ; un site de l’ONU endommagé

Attaques et communiqué de l’ONU : 22 novembre • Presse locale : 23 novembre 2026



Archive/contexte : incendie à Khartoum, sans lien photographique avec l’attaque du 22 novembre 2026. 20.09.2023. Uhna727ua. CC BY-SA 4.0 • Source de l’image

Sudan Tribune rapporte la mort de trois membres d’une famille à Omdurman et d’un enfant de dix ans à Jebel Aulia lors des attaques du 22 novembre. La coordinatrice de l’ONU Denise Brown confirme des dégâts à un site onusien dans un quartier résidentiel de Khartoum, où du personnel se trouvait. Son communiqué ne désigne pas l’assaillant. Les quatre décès sont rapportés par le journal local ; la confirmation de l’ONU concerne son site. [5, 6]

Droits : La protection des civils et des biens civils exige un examen indépendant des cibles et des conditions des attaques. [H1, H2]

Suivi d’ici au 30 novembre : constat de l’ONU, confirmation médicale locale des décès et attribution des attaques.

Sources : [5] Sudan Tribune (23.11.2026) • [6] United Nations Sudan (22.11.2026)

LIBAN | Nouvelles frappes et démolitions dans le sud

Événements : 20–21 novembre • Reportage : 21 novembre 2026



Contexte/archive : Khiam ; ces images ne montrent pas les démolitions de la semaine. 30.04.2013. Staselnik. CC BY-SA 3.0 • Source de l’image

Le correspondant régional de L’Orient Today rapporte des frappes israéliennes à Khiam, Qantara et Kfar Tibnit et des démolitions à Zawtar Sharqieh. Il décrit quatre démolitions dans le secteur de Wata à Khiam et des explosions à Qantara. Les destructions dans les zones résidentielles compromettent la sécurité et le logement des personnes souhaitant revenir. Le reportage ne fournit ni bilan vérifié des victimes ni réponse de l’armée israélienne sur ces incidents précis. [7]

Droits : La protection des biens civils et la justification militaire invoquée pour les démolitions doivent être examinées. [H2]

Suivi : usage des bâtiments endommagés, retour des civils et explications de l’armée sur ces incidents.

Sources : [7] L’Orient Today (21.11.2026)

ÉTHIOPIE / KENYA | Des personnes fuyant le conflit cherchent refuge à Moyale

Nouveau rapport de situation du HCR : 18 novembre 2026



Contexte/archive : route vers Moyale ; ne montre pas les nouvelles arrivées. 09.11.2015. george kaguangi. CC BY-SA 2.0 • Source de l’image

Le HCR estime qu’environ 50 000 personnes sont arrivées au Kenya après avoir fui les violences en Éthiopie. Ce chiffre du rapport sur Moyale ne se limite pas aux arrivées de la semaine et peut évoluer avec l’enregistrement. Les personnes seraient hébergées chez des habitants, dans des abris de fortune, des bâtiments publics ou à ciel ouvert. Cette nouvelle évaluation décrit des besoins croissants de protection et d’abri. L’estimation de terrain ne constitue pas un total vérifié de réfugiés enregistrés. [8]

Droits : L’accès aux procédures de protection et le non-refoulement sont des garanties essentielles à la frontière. [H5]

Suivi : informations des autorités kényanes et du HCR sur l’enregistrement, l’hébergement et l’unité familiale.

Sources : [8] UNHCR (18.11.2026)

VIE ET PROTECTION DES ENFANTS

IRAN | Alerte sur l’exécution imminente de deux accusés du dossier Ekbatan

Fait nouveau : 21 novembre 2026 • Contexte : manifestations de 2022



Contexte : quartier d’Ekbatan, Téhéran ; ni la prison ni les accusés. 06.01.2025. Parsa 2au. CC BY-SA 4.0 • Source de l’image

Iran Human Rights indique que Milad Armoun et Navid Najaran ont été placés à l’isolement à la prison de Ghezel Hesar et risquent une exécution imminente. Rudaw relaie aussi les alertes de juristes et d’organisations de défense des droits. Le dossier concerne le meurtre présumé d’un membre du Basij lors des manifestations d’Ekbatan en 2022. IHR évoque des aveux forcés et un accès restreint à la défense. Le jugement motivé intégral n’a pas été consulté ; aucune exécution n’était confirmée à la clôture des données. [9, 10]

Droits : La vie et les garanties du procès équitable exigent un contrôle effectif avant une peine irréversible. [H6]

Suivi : sursis à exécution, accès aux avocats et publication du jugement motivé.

Sources : [9] Iran Human Rights (21.11.2026) • [10] Rudaw (22.11.2026)

NIGERIA | Quatre enfants toujours portés disparus après 22 enlèvements à Kaduna

Événement : 22 novembre • Informations militaires relayées les 22–23 novembre 2026



Archive/contexte : rue du sud de Kaduna ; ni le lieu d’enlèvement ni celui du sauvetage. 30.09.2024. Umasoyee. CC BY-SA 4.0 • Source de l’image

Selon l’armée, 22 enfants d’un groupe Boys and Girls Brigade ont été enlevés pendant une marche matinale dans le secteur de Kachia/Kajuru, dans l’État de Kaduna. Les militaires annoncent en avoir secouru 18 et en rechercher quatre. NAN et Channels Television reprennent des récits militaires : leurs articles ne constituent pas deux confirmations indépendantes. Le retour des quatre enfants restants n’était pas vérifié à la clôture des données. [11, 12]

Droits : Protéger les enfants contre la violence et l’enlèvement exige un sauvetage sûr et une prise en charge adaptée. [H8]

Suivi : bilan de l’armée et des autorités de Kaduna sur les quatre enfants, les soins et la réunification familiale.

Sources : [11] News Agency of Nigeria (23.11.2026) • [12] Channels Television (22.11.2026)

ÉQUATEUR | Les causes de six décès en prison restent inconnues

Article : 20 novembre • Corps remis aux familles : 17–18 novembre 2026



Contexte/archive : Guayaquil ; ne montre ni la prison ni les décès. 29.10.2011. Nestor Lacle from Seoul, South Korea. CC BY 2.0 • Source de l’image

RTS rapporte que les corps de six détenus retrouvés morts dans différentes ailes du pénitencier du Litoral, à Guayaquil, ont été remis à leurs proches les 17 et 18 novembre. Le reportage ne décrit aucun signe visible de violence et ne donne aucune explication de l’administration pénitentiaire sur les causes. Les dates exactes et les causes des décès restent incertaines. Des examens médico-légaux sont nécessaires pour déterminer d’éventuelles violences ou négligences. [13]

Droits : La protection de la vie et le traitement humain exigent un examen effectif des décès sous la garde de l’État. [H6]

Suivi : explications du SNAI, résultats médico-légaux et accès des familles à l’information.

Sources : [13] RTS Ecuador (20.11.2026)

ACCÈS À LA JUSTICE ET AUX DROITS

HONDURAS | Une défenseure des droits autochtones tuée dans les attaques de Yorito

Événement : 18 novembre • HCDH et IM-Defensoras : 19 novembre 2026



Contexte : San José, commune de Yorito ; ne montre pas le lieu des attaques. 03.01.2026. SanJoseYorito. CC BY-SA 4.0 • Source de l'image

Le bureau du HCDH au Honduras fait état d'un bilan provisoire de douze morts dans quatre attaques à Yorito, dont cinq femmes et trois enfants. La défenseure des droits tolupans Delma Yolanda Olvera Pérez figure parmi les victimes. Selon IM-Defensoras, son mari et sa fille ont aussi été tués et elle avait reçu des menaces. Le HCDH mentionne l'enquête ouverte par les autorités. L'identité des auteurs et un éventuel lien avec son engagement restent à établir. [14, 15]

Droits : Des menaces connues exigent une protection effective ; les décès appellent une enquête indépendante. [H6]

Suivi : conclusions du parquet sur les auteurs et le mobile ; protection des proches et de la communauté.

Sources : [14] OACNUDH Honduras (19.11.2026) • [15] IM-Defensoras (19.11.2026)

COLOMBIE | Dix-huit anciens militaires et policiers mis en cause pour des violences de genre

Nouvelle étape judiciaire : 17 novembre 2026 • Période examinée : 1978–2016



Contexte : Centre de la mémoire, de la paix et de la réconciliation, Bogotá ; pas une audience de la JEP. 28.05.2025. ProtoplasmaKid. CC BY 4.0 • Source de l'image

La Juridiction spéciale pour la paix (JEP) a mis en accusation seize anciens militaires et deux anciens policiers pour des crimes de guerre et contre l'humanité liés à des violences sexuelles et de genre contre des civils. Les faits allégués incluent viols, esclavage sexuel et torture. La JEP indique avoir examiné les récits de 738 victimes reconnues dans la procédure. Les personnes mises en cause sont appelées à reconnaître ou contester leur responsabilité : il s'agit d'une mise en accusation, non d'une condamnation. [16]

Droits : L'accès des victimes à la justice et à un recours effectif doit être garanti avec les droits de la défense. [H4]

Suivi : notifications de la JEP, réponses des personnes mises en cause et protection des victimes.

Sources : [16] JEP (17.11.2026)

FRANCE | Des associations demandent l'exécution de la décision sur l'ANEF

Demande d'exécution : 18 novembre 2026 • Décision initiale : 5 mai 2026



Archive : Conseil d'État, Paris. 30.06.2006. Marie-Lan Nguyen. Public domain • Source de l'image

La Cimade et ses partenaires ont saisi le service de l'exécution du Conseil d'État au sujet des dysfonctionnements persistants de la plateforme de titres de séjour ANEF. Ils signalent des pertes d'emploi, de logement et de droits sociaux faute de documents. La décision du 5 mai accordait six mois pour certaines corrections et douze pour les demandes simultanées, tout en reconnaissant des améliorations déjà apportées par l'État. Aucune nouvelle réponse ministérielle à la saisine du 18 novembre n'a été trouvée dans les sources consultées. [17, 18]

Droits : L'accès effectif aux demandes et à des documents valides conditionne les droits liés au séjour régulier. [18]

Suivi : mesures d'exécution du Conseil d'État et actions du ministère assurant la continuité des documents.

Sources : [17] La Cimade and partner organisations (18.11.2026) • [18] Conseil d'État (05.05.2026)

LIBERTÉ, JUSTICE ET VIE PRIVÉE

PHILIPPINES | Libérations après des arrestations massives ; allégations de mauvais traitements

Arrestations : 15 novembre • Libérations : 18 novembre • Allégations : 20 novembre 2026



Image actuelle : manifestation liée à l'ASEAN, Manille ; ne montre pas les arrestations. 18.11.2026. Kej Andrés (Ryomaandres). CC BY-SA 4.0 • Source de l'image

Le parquet de Muntinlupa a ordonné le 18 novembre la libération de plus de 200 manifestants, écartant deux chefs faute de preuves suffisantes. La Commission des droits humains dit avoir constaté blessures, surpopulation et mauvaise ventilation lors de visites. Elle signale aussi un accès initial retardé pour ses enquêteurs le 15 novembre. La police défend les règles d'autorisation des rassemblements. Le 20 novembre, des manifestants libérés ont allégué mauvais traitements et refus d'accès aux soins. [19, 20, 21]

Droits : Liberté de réunion, contrôle de la détention et protection contre les mauvais traitements exigent un examen conjoint. [H4]

Suivi : conclusions de la Commission, dossiers médicaux et réponse policière aux allégations précises.

Sources : [19] The Philippine Star (19.11.2026) • [20] The Philippine Star (21.11.2026) • [21] Philippines CHR (18.11.2026)

TUNISIE | L'ancienne présidente de l'Instance vérité condamnée à cinq ans

Audience : 19 novembre • Condamnation rapportée : 20 novembre 2026



Archive : Sihem Ben Sedrine prenant la parole. 12.01.2012. fhimt.com. CC BY 2.0 • Source de l'image

Business News rapporte une peine de cinq ans contre Sihem Ben Sedrine, ancienne présidente de l'Instance vérité et dignité, dans le dossier d'arbitrage Lazhar Sta. Elle a comparu libre ; son incarcération après le jugement n'est pas confirmée. Le CRLDHT voit dans la procédure une pression sur le travail de révélation des violations passées mené par l'Instance. Cette appréciation lui appartient. Sans jugement motivé, ni l'accusation pénale ni un mobile politique ne peuvent être évalués de façon concluante. [22, 23]

Droits : Procès équitable et recours effectif comptent aussi pour l'examen indépendant des violations passées. [H4]

Suivi : jugement motivé, procédure d'appel et situation de détention.

Sources : [22] Business News, Tunisia (20.11.2026) • [23] CRLDHT (20.11.2026)

ROYAUME-UNI | Le tribunal rejette le secret sur l'existence d'une injonction adressée à Apple

Nouvelle décision : 19 novembre 2026 • [2026] UKIPTrib 9



Archive : ministère britannique de l'Intérieur, Londres. 03.02.2008. Steve Cadman. CC BY-SA 2.0 • Source de l'image

L'Investigatory Powers Tribunal rejette l'argument selon lequel confirmer officiellement la notification à Apple d'un « technical capability notice » nuirait à la sécurité nationale. Le gouvernement défendait le secret pour ce motif ; le tribunal le juge peu convaincant au vu des informations déjà publiques. Privacy International souligne les enjeux pour le chiffrement et la vie privée. Les détails de l'injonction restent secrets et sa légalité n'a pas encore été tranchée. [24, 25]

Droits : Toute ingérence dans la correspondance privée exige légalité, nécessité, proportionnalité et contrôle effectif. [H7]

Suivi : portée de l'audience au fond et éléments dont le tribunal autorisera la divulgation.

Sources : [24] Investigatory Powers Tribunal (19.11.2026) • [25] Privacy International (19.11.2026)

NOTE D’INFORMATION

MYANMAR / ROHINGYAS | Arrêt sur les événements de 2017 — note d’information

Nouvel arrêt : 19 novembre 2026 • Faits examinés : 2017 et actes connexes



Archive : camp rohingya à Ukhiya, Bangladesh ; ne montre pas les événements de 2017. 17.07.2026. Md shameem ul islam. CC BY 4.0 • Source de l’image

L’arrêt de la Cour internationale de Justice sur le génocide des Rohingyas porte sur la responsabilité de l’État du Myanmar. Il est présenté comme une évolution juridique concernant des faits passés, et non comme une nouvelle attaque massive cette semaine. La responsabilité pénale individuelle relève d’une procédure distincte. [26, 27]

Droits : Réparation, retour volontaire en sécurité et garanties de non-répétition.

Suivi : mesures concrètes d’exécution.

Sources : [26] IIMM (19.11.2026) • [27] ICJ (19.11.2026)

SOURCES 1/3

[1] The Kyiv Independent — Dymer rescue and updated toll • 23.11.2026
https://kyivindependent.com/apartment-building-destroyed-in-kyiv-oblast-following-russian-drone-attack/

[2] Suspilne — Dymer, rescue and residents’ accounts • 22–23.11.2026
https://suspilne.media/kyiv/1455980-pid-zavalami-zalisautsa-ludi-na-kiivsini-dron-rf-vluciv-u-patipoverhivku-e-zagibli-i-poraneni/

[3] Ukraine MVS — Rescue operation, Dymer • 22.11.2026
https://mvs.gov.ua/news/unaslidok-vlucannia-rosiiskim-udarnim-bezpilotnikom-po-budinku-v-dimeri-zaginuli-cetvero-liudei-deviatero-mozut-zalisatisia-pid-zavalami

[4] Ukrainska Pravda — Dymer: 11 killed, seven injured • 23.11.2026
https://www.pravda.com.ua/eng/news/2026/11/23/8064175/

[5] Sudan Tribune — Khartoum drone strikes • 23.11.2026
https://sudantribune.com/article/321547

[6] United Nations Sudan — Denise Brown statement • 22.11.2026
https://sudan.un.org/en/326492-statement-united-nations-resident-and-humanitarian-coordinator-sudan-denise-brown-drone

[7] L’Orient Today — Strikes and demolitions in southern Lebanon • 21.11.2026
https://today.lorientlejour.com/article/1555240/israeli-army-bombs-khiam-qantara-and-kfar-tibnit-carries-out-demolitions-in-zawtar-sharqieh.html

[8] UNHCR — Ethiopia refugee influx in Moyale, Kenya • 18.11.2026
https://data.unhcr.org/fr/documents/details/124947

[9] Iran Human Rights — Ekbatan prisoners face imminent execution • 21.11.2026
https://iranhr.net/en/articles/9213/

SOURCES 2/3

[10] Rudaw — Ekbatan prisoners transferred to solitary confinement • 22.11.2026
https://www.rudaw.net/english/categories/iran/1080256

[11] News Agency of Nigeria — Kaduna children, military report • 23.11.2026
https://nannews.ng/troops-rescue-18-abducted-boys-girls-brigade-children-in-kaduna/

[12] Channels Television — Kaduna rescue, army statement • 22.11.2026
https://www.channelstv.com/2026/11/22/troops-rescue-18-children-from-abductors-in-kaduna/

[13] RTS Ecuador — Six deaths at Penitenciaría del Litoral • 20.11.2026
https://www.rts.com.ec/noticia/seis-reos-aparecieron-muertos-en-la-penitenciaria-del-litoral/

[14] OACNUDH Honduras — Yorito killings • 19.11.2026
https://oacnudh.hn/noticias/oacnudh-condena-las-muertes-ocurridas-en-yorito-yoro-y-urge-al-estado-garantizar

[15] IM-Defensoras — Delma Yolanda Olvera Pérez • 19.11.2026
https://im-defensoras.org/2026/11/alerta-defensoras-honduras-asesinan-a-defensora-tolupana-delma-yolanda-olvera-perez-junto-a-su-esposo-e-hija-integrantes-de-la-tribu-mina-hondo-en-el-municipio-de-yorito-en-yoro/

[16] JEP — Case 11: charges against 18 former security personnel • 17.11.2026
https://www.jep.gov.co/Sala-de-Prensa/Paginas/la-jep-llama-a-16-antiguos-integrantes-del-ejercito-y-dos-de-la-policia-a-reconocer-responsabilidad-por-violencias-basadas.aspx

[17] La Cimade and partner organisations — ANEF enforcement request • 18.11.2026
https://www.lacimade.org/presse/anef-six-mois-apres-la-decision-du-conseil-detat-les-dysfonctionnements-persistent/

[18] Conseil d'État — ANEF access judgment and deadlines • 05.05.2026
https://www.conseil-etat.fr/actualites/services-publics-le-conseil-d-etat-enjoint-a-l-etat-de-garantir-un-acces-normal-a-la-plateforme-en-ligne-de-l-anef

[19] The Philippine Star — Muntinlupa protesters released • 19.11.2026
https://www.philstar.com/nation/2026/11/19/2571174/over-200-muntinlupa-protesters-released/amp/

[20] The Philippine Star — Protesters allege police abuse • 21.11.2026
https://www.philstar.com/nation/2026/11/21/2571514/nabbed-protesters-accuse-pnp-abuses/amp/

[21] Philippines CHR — ASEAN protests: direct monitoring • 18.11.2026
https://chr.gov.ph/statement-of-the-commission-on-human-rights-on-the-reported-human-rights-violations-during-the-asean-protests/

[22] Business News, Tunisia — Sihem Ben Sedrine sentence • 20.11.2026
https://businessnews.com.tn/2026/11/20/affaire-lazhar-sta-cinq-ans-de-prison-pour-sihem-ben-sedrine-quatre-ans-pour-khaled-krichi/1429729/

[23] CRLDHT — Statement on Ben Sedrine and transitional justice • 20.11.2026
https://crldht.com/en/sihem-ben-sedrine-la-persecution-judiciaire-doit-cesser-la-solidarite-doit-se-renforcer/

[24] Investigatory Powers Tribunal — Apple / Privacy International, §§43–51 • 19.11.2026
https://data.privacyinternational.org/2026-11/OPEN%20Judgment%20Apple%20Inc.%20and%20Privacy%20Int.%20%26Ors.pdf

[25] Privacy International — Apple notice and transparency ruling • 19.11.2026
https://privacyinternational.org/news-analysis/5896/win-tribunal-orders-uk-government-come-clean-about-secret-order-apple/

SOURCES 3/3

[26] IIMM — The Gambia v. Myanmar • 19.11.2026
https://iimm.un.org/icj-gambia-v-myanmar

[27] ICJ — Judgment summary, 178-20261119 • 19.11.2026
https://www.refworld.org/sites/default/files/2026-11/178-20261119-sum-01-00-en.pdf

[H1] ICRC — Customary IHL, rule 1: civilian protection • 2005 / updated
https://ihl-databases.icrc.org/en/customary-ihl/v1/rule1

[H2] ICRC — Customary IHL, rule 7: civilian objects • 2005 / updated
https://ihl-databases.icrc.org/en/customary-ihl/v1/rule7

[H4] ICCPR / MSHS — arts. 2(3), 6, 7, 9, 10, 14, 21 • 1966
https://2covenants.ohchr.org/About-ICCPR.html

[H5] UNHCR — Refugee Convention, article 33 • 1951 / 1967
https://www.unhcr.org/sites/default/files/2025-02/1951-refugee-convention-1967-protocol.pdf

[H6] UN Human Rights Committee — General comment 36, right to life • 2018 / 2019
https://cms-knowledgegateway.ohchr.org/uploads/General_Comment_No_36_7009271c30.pdf

[H7] ECHR / AİHS — article 8: private life and correspondence • 1950 / amended
https://www.echr.coe.int/documents/d/echr/convention_eng

[H8] CRC / ÇHS — articles 19 and 35: violence and abduction • 1989
https://www.unicef.org/child-rights-convention/convention-text

Publication et vérification

La sélection tient compte de la gravité, d’un fait nouveau dans la semaine et de la qualité des preuves. Dates des faits et de publication sont distinguées ; les allégations sont attribuées et la présomption d’innocence respectée. Les légendes précisent nature, source et licence des images. Les archives photographiques ne prouvent pas les faits actuels. Les erreurs factuelles vérifiées sont corrigées.

Publication et corrections : info@srlswiss.com • Signalements confidentiels : reports@srlswiss.com